

parler d'un sujet qui, selon la façon dont on le considère, me touche au vif ou constitue un de mes sujets favoris de discussion. Comme vous le savez, depuis que le ministre a annoncé son tout dernier programme qui sauvera l'Ouest, il ne se passe guère de jours sans que je pose une question sur ce que j'appelle le programme de faibles revenus pour l'avenir.

Depuis des années que je m'occupe de politique j'ai essayé de pressentir l'état d'esprit des électeurs et jamais, au cours de toutes ces années, je n'ai vu un groupe de gens, les cultivateurs de l'Ouest, aussi hostiles à un programme qu'à celui annoncé par le ministre et qui est censé les aider. Par les journaux, j'ai essayé de déterminer quelles avaient été les réactions à ce programme. Je n'ai jamais entendu dire qu'un organisme agricole ou un particulier avaient demandé un tel programme. Malgré cela, le programme du ministre nous est tombé sur les bras à l'improviste.

L'autre jour, un article de journal m'a renseigné sur ce qui se passe au pays. Cet article portait sur la réunion de la Fédération canadienne des agriculteurs tenue à Winnipeg. J'ai en main un exemplaire du *Country Guide* de mars 1970. Voici un extrait d'un article paru dans ce journal:

La politique céréalière a marqué un point saillant de la réunion annuelle de la Fédération canadienne des agriculteurs, tenue à Winnipeg. Des discussions enflammées ont fait ressortir des problèmes cruciaux qui se posent aux législateurs canadiens—des divergences de vues bien nettes entre les cultivateurs de l'Est et ceux de l'Ouest.

Cela me fait comprendre pourquoi un sentiment d'aliénation s'accroît dans l'Ouest et pourquoi les politiques du ministre orientées, sans doute, en vue d'apaiser le ressentiment qui grandit dans cette région, ont aggravé la situation au lieu de l'atténuer. Et plus loin:

Le groupe de l'Ontario a nettement fait connaître sa position sur ce qu'il a appelé le «problème des céréales de l'Ouest» dans un mémoire préparé à la demande de l'Ontario Hog Producers Association.

«Il est alarmant d'envisager les effets qui se répercuteront sur l'économie de l'élevage des bestiaux de l'Est si on dirige la production de l'Ouest vers l'élevage» déclarait-on dans le mémoire.

● (8.30 p.m.)

Le document de la Fédération réclame que la situation des Prairies soit étudiée séparément de celle du reste du Canada et poursuit ainsi: «Rétablir l'équilibre de l'agriculture des Prairies sera un processus pénible, mais inévitable». Et, comme autre mise en garde aux délégués des Prairies, il ajoute que la seule solution est de ramener la production à des niveaux qui correspondent aux possibilités de vente.

Cet objectif convient à un groupe comme l'Association des éleveurs de porcs de l'Ontario. Je crois que le ministre était plus au courant de la situation des éleveurs de l'Est

que de celle des cultivateurs de l'Ouest. Voici la suite de l'article:

Certains délégués de la Saskatchewan ont adopté une attitude plus catégorique. L'un d'eux a déclaré: «Si nous ne pouvons vendre notre blé, nous ferons faillite, ou nous passerons en partie à l'élevage. Nous sommes nombreux à ne pas être disposés à faire faillite maintenant.»

Évidemment, il y a eu confrontation entre l'Est et l'Ouest sur la question de savoir qui ferait l'élevage des porcs et du bétail. Pour des raisons que lui seul connaît bien, le ministre a penché du côté du producteur de porcs de l'Est, laissant à sec le cultivateur de céréales des Prairies.

Certains se demandent pourquoi les énormes excédents se sont accumulés. L'une des principales raisons, c'est que les producteurs de céréales ont lutté sans cesse pour augmenter leur production de quelques boisseaux dans un vain effort pour compenser l'augmentation du prix de revient. Ils croyaient qu'avec une plus grande efficacité, on trouverait peut-être des débouchés pour cet excédent de céréales et qu'en quelque sorte ils pourraient surnager. Vingt p. 100 des cultivateurs produisent 80 p. 100 du blé. Le ministre a fait une déclaration de principe qui ne fait aucun cas de 80 p. 100 des agriculteurs qui, d'une façon ou de l'autre, subviennent à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Le ministre a bien dit que la production de blé doit être réduite, mais grâce à une quelconque formule, il a isolé ces 20 p. 100 qui sont les principaux producteurs. Puisque ce sont eux qui détiennent la majorité des excédents, a-t-il dit, une mesure particulière doit être conçue à leur égard. Le ministre a défini une politique aux termes de laquelle il est impossible à quiconque de vendre la totalité de ses boisseaux de grain, de ses porcs et de son bétail. Il faut alors quitter son foyer en hiver pour aller travailler dans les bois ou dans les mines afin d'avoir un revenu suffisant pour faire vivre sa famille.

Le ministre a maintenant supprimé l'une des sources de revenus, si petite fût-elle. Il a complètement négligé ces gens-là. Beaucoup de députés ont demandé au ministre d'établir un règlement au cours du mois qui vient de s'écouler depuis qu'il a fait sa déclaration. Aujourd'hui le ministre ne semblait pas du tout savoir pourquoi ce règlement s'imposait. Je lui dis que beaucoup de gens aimeraient savoir si c'est la fin ou si ce règlement leur redonnera du moins un peu d'espoir.

Le ministre persiste à croire au succès de ce programme. Quiconque est allé dans l'Ouest, s'est entretenu avec ces agriculteurs ou qui a reçu des lettres d'eux se fait une idée plus